

	Germany	38	3,827
	France	28	3,487
	Canada	21	3,218
	Netherlands	19	2,879
	Switzerland	13	1,318
	Sweden	5	500



AU-DELÀ DU PIB



INTRODUCTION

La crise économique et financière a montré combien nous étions dépendants de la croissance économique. Mais à l'heure où chacun espère un retour de la croissance, ne doit-on pas s'interroger sur ce que nous entendons par «croissance» ? Peut-on parler de croissance quand le développement économique engendre des coûts environnementaux et sociaux non pris en compte ? La croissance économique rime-t-elle nécessairement avec le développement humain ?

Ces questions invitent à interroger directement l'instrument avec lequel la croissance économique est mesurée : le produit intérieur brut (PIB). Dans les pays occidentaux notamment, la croissance économique des trente dernières années ne s'est pas accompagnée d'une hausse de la satisfaction de la vie. N'est-ce pas la démonstration des limites du PIB et de la nécessité de lui substituer un autre indicateur de développement ?

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET QUALITÉ DE VIE : DEUX ASPECTS BIEN DISTINCTS



En Belgique, entre 1973 et 2005, le pouvoir d'achat a augmenté de 80%. Néanmoins, le niveau de satisfaction de vie a chuté de 8.8%¹. Pourquoi la croissance économique n'est-elle pas liée à la satisfaction relative à la qualité de vie ? Comment s'explique ce contraste ? Deux explications sont avancées². Tout d'abord, il apparaît que toute richesse est relative : plus nous acquérons du confort, plus nous nous y habituons. La comparaison sociale joue également un rôle, l'homme ayant tendance à se comparer avec ses connaissances et à en vouloir toujours plus. En outre, la satisfaction de vie ne dépend pas uniquement de la richesse. D'autres facteurs doivent également être pris en compte : le sentiment d'appartenance à une société juste, la possibilité d'avoir un emploi de qualité, la santé, l'harmonie des relations sociales et familiales, la participation à l'organisation démocratique et la qualité de l'environnement.

Néanmoins, la croissance économique, mesurée par le PIB, demeure trop souvent assimilée à une hausse du bien-être et à plus de bonheur, alors qu'elle n'a pas que des effets positifs. Elle s'accompagne d'une augmentation des inégalités sociales, d'emplois plus précaires et plus stressants (de sorte que des maladies telles que l'hypertension, la dépression, etc. sont aujourd'hui monnaie courante), de dégâts environnementaux, d'une dégradation de la qualité des relations familiales ...

La comptabilité nationale basée sur le PIB est donc limitée et néglige de nombreux aspects. Pour y remédier et mieux évaluer le progrès socio-économique, il va de soi que des adaptations doivent être effectuées en distinguant les activités bénéfiques à la croissance de celles qui ne le sont pas.

1] CASSIERS, Isabelle, « Pour changer de cap, dégriffons la boussole », *Revue nouvelle*, n°3, mars 2009, p.53-61.

2] CASSIERS, Isabelle et DELAIN, Catherine, « La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ? », *Regards économiques*, n°38, mars 2006.

LES LIMITES DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur mesurant la valeur brute des biens et des services produits sur le sol national, ainsi que le coût des services des administrations publiques. Lorsqu'un PIB croissant est assimilé à une augmentation du bien-être de la population, des décisions politiques inadaptées peuvent en résulter. Or, comme l'a reconnu dès 1934 l'inventeur du PIB, Simon Kuznets, « la mesure du revenu national peut difficilement servir à évaluer le bien-être d'une nation »³. En effet, le PIB n'est « que » un instrument économique, qui comporte diverses faiblesses.

Tout d'abord, le PIB ne fait pas la différence entre une nuisance et ce qui est réellement bénéfique au développement. Ainsi, il ne prend pas en compte les dégâts infligés à l'environnement. A titre d'exemple, à la suite d'une catastrophe naturelle, le PIB est en hausse étant donné les dépenses engendrées par les reconstructions, mais le coût environnemental de la catastrophe n'est quant à lui pas comptabilisé⁴.

De plus, les services individuels fournis par l'Etat, tels que l'enseignement, les soins médicaux, les logements sociaux ou les équipements sportifs, sont mal mesurés. En effet, les mesures reposent sur les intrants, c'est-à-dire les moyens mis en œuvre pour produire le service (le nombre de médecins, par exemple). Il serait plus logique qu'elles se basent en revanche sur les outputs, à savoir les résultats réels (comme par exemple le nombre de prestations de santé dispensées)⁵.

Le PIB ne tient pas compte non plus des dépenses défensives. Celles-ci sont définies comme des activités qui ne sont pas utiles en soi, mais qui sont malheureusement nécessaires à des activités susceptibles d'avoir une utilité. Il peut s'agir, à titre d'exemple, des dépenses pour le trajet travail-domicile. D'aucuns estiment que ces dépenses devraient être considérées comme des produits intermédiaires et non comme des produits finaux faisant partie du PIB. Néanmoins, il est difficile d'identifier quelles dépenses sont défensives et lesquelles ne le sont pas⁶.

3] CARASCO, Aude, « Le PIB, un indicateur plus qu'imparfait », <http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2367201&rubId=4079>, consulté en octobre 2009

4] STIGLITZ, E., SEN, A., FITOUSSI J-P et al., « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm>, consulté en octobre 2009.

5] Ibid.

6] Ibid.

Enfin, il va de soi que le PIB/habitant n'est qu'une moyenne. Il ne tient donc pas compte de la répartition des richesses parmi la population. Ainsi, il se peut que le PIB reste stable alors que les inégalités continuent à se creuser.

DIFFÉRENTES PISTES



Afin de pallier les lacunes du PIB et d'améliorer la mesure du progrès socio-économique, différentes possibilités sont envisagées.

La première consisterait à employer un PIB corrigé. Le rapport Stiglitz⁷, rédigé par une commission, à la demande du président français Nicolas Sarkozy, dirigée par les prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz et Amartya Sen, suggère différentes modifications pouvant être apportées au PIB. Tout d'abord, afin de mieux rendre compte du bien-être des ménages, il serait plus approprié d'appréhender les choses en termes de revenus qu'en termes de production. La notion de patrimoine importe également car, pour des revenus donnés, la consommation peut être augmentée en entamant le patrimoine ou, au contraire, être réduite en épargnant. Ensuite, il est nécessaire d'améliorer la méthode de mesure des services dispensés par les pouvoirs publics, en comptabilisant les outputs plutôt que les intrants, et de tenir compte des services en nature fournis par l'Etat. Les dépenses défensives pourraient également être prises en compte, ainsi que l'activité économique des ménages et la question des loisirs. Une autre suggestion serait de remplacer la moyenne du PIB/habitant par une médiane afin de pouvoir calculer la répartition des revenus, de la consommation et de la richesse. En effet, comme nous l'avons dit, une moyenne ne reflète pas les inégalités de répartition, contrairement à une médiane. Le calcul du revenu médian, par exemple, prendrait en compte les revenus de la moitié de la population qui lui sont supérieurs, et les revenus de l'autre moitié, inférieurs, de sorte à pouvoir connaître la façon dont est réparti le revenu. Ce PIB amélioré, bien qu'il permette de corriger certaines imperfections, ne constitue toutefois pas la meilleure solution à long terme.

7] Ibid.

En effet, pour mesurer le progrès socio-économique et le bien-être durable, un indicateur alternatif doit être développé. Cet indicateur intégrerait les questions économiques, sociales, environnementales, tout en évaluant les répartitions. Il devrait pouvoir guider la politique économique et sociale au sein d'un pays tout en étant utilisable pour effectuer des comparaisons au niveau international.



Un indicateur alternatif fortement médiatisé est l'indicateur de développement humain (IDH)⁸. Celui-ci tient compte de la longévité (espérance de vie à la naissance), du niveau d'instruction (taux de scolarisation : 1/3 et taux d'alphabétisation : 2/3) et du revenu (PIB réel par habitant) et calcule la situation dans laquelle se trouve le pays par rapport à la situation idéale vers laquelle il faudrait tendre. Développé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), il a été conçu pour les pays en développement et ne convient donc pas aux pays développés. En effet, Amartya Sen, qui a dirigé l'équipe du PNUD ayant développé l'IDH, explique : « L'IDH a été pensé pour les pays en développement et les critères retenus, comme l'espérance de vie, ne sont pas fondamentaux pour les pays développés. Il faut donc réfléchir à un nouvel indice qui explique pourquoi certaines personnes dans les pays riches ne voient pas leurs conditions de vie s'améliorer alors que le PIB augmente »⁹.

On a donc tenté de développer un indicateur alternatif pouvant convenir aux pays plus développés. L'Indice de Bien-être Durable (IBED)¹⁰, par exemple, a pour point de départ la consommation des ménages. Il y ajoute les services du travail domestique, les dépenses publiques défensives et la formation de capital productif, et en retranche les dépenses privées défensives, les coûts de dégradation de l'environnement et la dépréciation du capital naturel. Néanmoins, il ne tient pas compte du temps de loisirs.

8] Fiche technique : calcul des indicateurs du développement humain : http://hdr.undp.org/en/media/HDR_20072008_FR_Technique1.pdf (site consulté en octobre 2009)

9] BAUDET, Marie-Béatrice, « De nouveaux outils pour la mesure du bien-être », *Le Monde Economie*, 11 juin 2009

10] GADREY, Jean, JANY-CATRICE, Florence, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, 2007

Citons également l'Indicateur de développement durable basé sur l'épargne nette ajustée (ENA), repris dans le rapport Stiglitz comme méthode destinée à évaluer la soutenabilité des stocks. L'ENA prend en compte le capital produit par les activités économiques, les dépenses en matière d'éducation (censées augmenter le capital humain) et en déduit la dégradation des ressources naturelles ainsi qu'une estimation des dommages liés aux émissions de gaz carbonique. Tout cela est évalué monétairement. Lorsque l'ENA est positif, cela signifie que les stocks pourront être transmis aux générations futures, et donc que le développement est durable. Le problème est que l'ENA considère les capitaux économique, humain et naturel comme interchangeables¹¹. Ainsi, selon cette approche, les dégâts des ressources naturelles pourraient être compensés par des gains liés aux autres formes de capitaux, ce qui n'est pas acceptable.

Une autre piste a été développée par Osberg et Sharpe, qui ont développé un indice de bien-être économique (IBEE)¹². C'est un des indicateurs alternatifs qui bénéficient d'une forte notoriété internationale. Il est considéré comme « le plus susceptible de fournir une base de dialogue avec la communauté des spécialistes de la comptabilité internationale ». Il comporte quatre dimensions : les flux de consommation courante (consommation de biens et services marchands, flux réels de production domestique, loisirs et autres biens et services non marchands), l'accumulation nette de stocks de ressources productives : accumulation de biens corporels, de parcs de logements et de biens de consommation durables ; accumulation nette de capital humain, de capital social et d'investissement en recherche et développement ; coûts environnementaux et évolution nette de l'endettement extérieur ; répartition des revenus, pauvreté et inégalité, degré de sécurité économique (sécurité contre la perte d'emploi et le chômage, les maladies, les ruptures de la cellule familiale, pauvreté chez les personnes âgées).

CONCLUSION



Il est évident que le PIB néglige tout un ensemble d'aspects dont il faut pourtant tenir compte afin que les politiques puissent prendre des décisions adaptées aux réalités économiques, sociales et environnementales du pays. Développer un indicateur alternatif devient donc une nécessité de plus en plus reconnue, y compris par le monde politique, d'où l'initiative de Nicolas Sarkozy, par exemple. Néanmoins, si le rapport Stiglitz constitue un excellent résumé des failles du PIB, il en ressort différentes pistes mais aucun indicateur alternatif n'est réellement mis en avant. Or, bien que plusieurs indicateurs aient été développés, aucun, peut-être mis à part celui d'Osberg et Sharpe, n'a la portée médiatique nécessaire pour remplacer le PIB. Il sera donc justement nécessaire, dans les années à venir, de concentrer les efforts afin de mettre sur pied non pas une multitude d'indicateurs alternatifs mais un seul qui reprendrait les dimensions économique, sociale et environnementale, et qui, par le consensus qu'il susciterait, pourrait se substituer au PIB.

11] Collectif FAIR, « Au-delà du PIB, un sujet qui mérite débat », Le Soir, Carte blanche, 24 juin 2009

12] GADREY, Jean, JANY-CATRICE, Florence, Les nouveaux indicateurs de richesse, Paris, La Découverte, 2007

Auteur : Elise Ottaviani
décembre 2009

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be